

Conférence de presse du 14 janvier 2026

Heinz Theiler, président de l'Union des arts et métiers du canton de Schwyz, Conseiller national PLR

Seule la version orale fait foi

Je m'adresse à vous aujourd'hui en tant que président de l'Union des arts et métiers du canton de Schwyz et entrepreneur dans le secteur automobile. Je voudrais commencer par un exemple concret tiré de ce secteur.

Un garage automobile de Suisse centrale d'environ 15 employés, avec des apprentis, des investissements élevés dans les infrastructures et la formation. L'entreprise réalise un chiffre d'affaires élevé, mais travaille avec des marges très faibles, ce qui est typique pour ce secteur. Dans une année économiquement difficile, les bénéfices sont modestes. La facture de la SSR s'élève néanmoins à plusieurs milliers de francs, non pas parce que l'entreprise écoute beaucoup la radio ou regarde beaucoup la télévision, mais uniquement en raison de son chiffre d'affaires.

Cet exemple n'est pas un cas isolé. C'est exactement ainsi que fonctionne la redevance médiatique actuelle pour les entreprises. Elle n'a rien à voir avec l'utilisation. Il s'agit d'une redevance obligatoire liée au chiffre d'affaires. Que l'entreprise utilise ou non les offres de la SSR n'a aucune importance, seul le chiffre d'affaires est déterminant. Pour de nombreuses PME, cela est incompréhensible. Cette double imposition est particulièrement choquante. L'entrepreneuse paie la redevance à titre privé, les employés également, et l'entreprise paie en plus, pour les mêmes personnes. On paie donc deux fois pour le même service.

Le Conseil fédéral reconnaît en partie ce problème, mais s'arrête à mi-chemin. Il propose d'exonérer les entreprises dont le chiffre d'affaires est inférieur à 1.2 million de francs. Pourquoi 1.2 million ? Pourquoi pas 1 million ? Pourquoi pas 5 millions ? Ce qui est faux reste faux. Cette limite de 1.2 million est arbitraire. Une entreprise dont le chiffre d'affaires est de 1.15 million de francs ne paierait rien, tandis qu'une entreprise dont le chiffre d'affaires est de 1.25 million de francs paierait la totalité de la redevance. Cela ne change rien à la réalité économique. Les marges ne sont pas soudainement plus élevées, la capacité de charge n'est pas soudainement meilleure et surtout, le défaut du système persiste : la redevance reste liée au chiffre d'affaires et indépendante de toute utilisation.

Même avec la contre-proposition, plus de 80'000 entreprises devraient continuer à verser chaque année plus de 160 millions de francs à la SSR. Cela ne représente pas un véritable allègement pour les entreprises. Cet argent manque dans les entreprises. Il manque pour la formation des apprentis, pour les investissements, pour la numérisation, pour la cybersécurité. Cela est particulièrement perceptible pour les PME.

L'initiative « 200 francs, ça suffit ! » résoudra ce problème de manière claire et cohérente. Elle supprimera complètement cette double charge injustifiée et allègera la charge de toutes les entreprises, des petites entreprises artisanales aux grandes PME. Cette initiative est synonyme d'équité puisqu'elle allègera aussi la charge des ménages tout comme celle des entreprises et corrigera une erreur du système que la contre-proposition du Conseil fédéral ne résout pas.

C'est pourquoi je dis résolument OUI à l'initiative « 200 francs, ça suffit ! », OUI à des conditions équitables pour nos entreprises et nos PME !

Schweizerischer Gewerbeverband

Union suisse des arts et métiers

Unione svizzera delle arti e mestieri

Schwarztorstrasse 26, Postfach, 3001 Bern · Telefon 031 380 14 14, Fax 031 380 14 15 · info@sgv-usam.ch

www.sgv-usam.ch | www.x.com/gewerbeverband | www.facebook.com/sgvusam | www.linkedin.com/company/sgv-usam